



De nouvelles estimations des Nations Unies montrent que le monde pourrait économiser des milliards chaque année et gagner des milliers de milliards supplémentaires en investissant dans des terres saines

- Le monde a besoin de 1 milliard de dollars US par jour pour lutter contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse entre 2025 et 2030
- Investissement total requis équivalent aux subventions nuisibles à l'environnement dépensées chaque année
- Lancement de la toute première évaluation des besoins financiers pour la CNULCD à la COP16 à Riyad

Bonn/Riyad, 3 décembre 2024 : Au moins 2,6 trillions de dollars américains d'investissements sont nécessaires d'ici 2030 pour restaurer plus d'un milliard d'hectares de terres dégradées et renforcer la résilience à la sécheresse, selon le dernier rapport de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULCD).

Le rapport intitulé *"Investir dans l'avenir des terres : Évaluation des besoins financiers pour la CNULCD"*, lancé aujourd'hui lors de la 16e Conférence des Parties (COP16) de la CNULCD à Riyad, en Arabie Saoudite, appelle à des investissements quotidiens de 1 milliard de dollars américains d'ici 2030 pour atteindre les objectifs mondiaux de restauration des terres et lutter contre la désertification et la sécheresse.

Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la CNULCD, a déclaré : « Pour protéger les vies et les moyens de subsistance, nous devons augmenter considérablement les investissements dans la restauration des terres. Les bénéfices – tant financiers que sociétaux – sont indéniables. Chaque dollar investi dans des terres saines est un dollar investi dans la biodiversité, le climat et la sécurité alimentaire. La bonne nouvelle est que le monde pourrait économiser des milliards chaque année et générer des milliers de milliards supplémentaires en restaurant des terres en bonne santé et en renforçant la résilience face à la sécheresse. »

Jusqu'à 40 % des terres mondiales sont dégradées, affectant plus de 3,2 milliards de personnes, les coûts les plus élevés étant supportés par ceux qui peuvent le moins se le permettre : les communautés autochtones, les ménages ruraux, les petits exploitants agricoles et, en particulier, les jeunes et les femmes.

La situation est aggravée par une hausse marquée des sécheresses – en augmentation de 29 % depuis 2000 – avec des projections indiquant que, d'ici 2050, trois personnes sur quatre dans le monde pourraient être affectées. Pourtant, malgré cette crise croissante, les investissements mondiaux nécessaires pour atteindre les objectifs de restauration des terres et de résilience à la sécheresse accusent un déficit annuel de 278 milliards de dollars.

Principales conclusions du rapport :



- **Des progrès dans le financement, mais des lacunes importantes subsistent** : Les investissements mondiaux pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres sont passés de 37 milliards USD en 2016 à 66 milliards USD en 2022. Cependant, 355 milliards USD par an sont nécessaires entre 2025 et 2030 pour combler le déficit, laissant une insuffisance annuelle de 278 milliards USD.
- **Les pertes dépassent les investissements nécessaires** : La désertification, la dégradation des terres et la sécheresse coûtent déjà 878 milliards USD par an à l'économie mondiale – bien plus que les investissements requis pour résoudre ces problèmes. Ces coûts incluent la réduction de la productivité agricole et des services écosystémiques, les pertes de carbone et les dommages causés par les sécheresses.
- **Investir intelligemment** : Le montant total des investissements nécessaires – 2,6 trillions USD d'ici 2030 – équivaut à ce que le monde dépense chaque année en subventions nuisibles à l'environnement, selon un récent rapport d'Earthtrack.
- **Rendements élevés sur l'investissement** : Chaque dollar investi dans la restauration des terres génère jusqu'à 8 dollars en bénéfices sociaux, environnementaux et économiques. Ces rendements incluent une productivité agricole accrue, une résilience renforcée face au climat et à la sécheresse, ainsi que l'amélioration des services écosystémiques.
- **Libérer les investissements privés** : Le secteur privé ne contribue actuellement qu'à 6 % des financements nécessaires à la restauration des terres et à la résilience à la sécheresse. Les partenariats public-privé, les modèles de financement mixtes et les obligations vertes sont essentiels pour mobiliser davantage de capitaux.
- **Besoins urgents de l'Afrique** : L'Afrique présente le plus grand déficit financier, nécessitant 191 milliards USD par an pour restaurer 600 millions d'hectares de terres dégradées. Chaque minute, plus de 100 terrains de football de terres saines sont perdus, menaçant les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et hydrique, et la santé publique.

Le coût alarmant de l'inaction

Sans soutien financier urgent, les impacts socio-économiques de la dégradation des terres s'aggraveront, provoquant des migrations forcées, une instabilité et des conflits liés aux ressources. Les rendements agricoles pourraient diminuer jusqu'à 50 % dans certaines régions d'ici 2050, entraînant une augmentation de 30 % des prix alimentaires et intensifiant l'insécurité alimentaire, notamment dans les zones vulnérables.

Mobiliser les financements pour un avenir durable

Il est possible de combler le déficit annuel de 278 milliards USD en réaffectant les subventions nuisibles et en augmentant les contributions du secteur privé. Des outils comme les obligations vertes pour le développement durable offrent de nouvelles opportunités de financement, et des engagements immédiats pour restaurer 600 millions d'hectares en Afrique sont essentiels.

Tirer parti des bénéfices de la restauration

Investir dans la restauration des terres présente des avantages considérables, notamment l'amélioration des services écosystémiques tels que le stockage du carbone, la conservation de la biodiversité et la gestion de l'eau, jouant ainsi un rôle crucial dans l'atténuation du changement climatique.



Louise Baker, Directrice générale du Mécanisme mondial de la CNULCD, a déclaré : « Ce rapport met en évidence l'urgence critique de combler l'énorme déficit de financement pour la restauration des terres. Atteindre les objectifs mondiaux d'ici 2030 exige une collaboration sans précédent entre les gouvernements, le secteur privé et les organisations internationales. »

-Fin-

Téléchargez le rapport complet : *Investir dans l'avenir des terres : Évaluation des besoins financiers pour la CNULCD*. Disponible en anglais :

<https://www.unccd.int/resources/publications/investing-lands-future-financial-needs-assessment-unccd>

Demandes médias

Pour les demandes médias, contactez :

- *UNCCD Press Office* : press@unccd.int
- *Portland Communications* : unccd@portland-communications.com

À propos de la CNULCD

La Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULCD) est un accord international pour une gestion durable des terres. Elle aide les personnes, les communautés et les pays à créer de la richesse, à développer leurs économies et à garantir un accès suffisant à la nourriture, à l'eau potable et à l'énergie en offrant aux utilisateurs des terres un environnement favorable à une gestion durable. Grâce à des partenariats, les 197 Parties à la Convention mettent en place des systèmes robustes pour gérer efficacement et rapidement les sécheresses. Une bonne gestion des terres, basée sur des politiques solides et une science éprouvée, contribue à intégrer et à accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), renforce la résilience au changement climatique et prévient la perte de biodiversité.

À propos du Mécanisme Mondial

Créé en 1994 conformément à l'article 21 de la CNULCD, le Mécanisme Mondial (GM) facilite la mobilisation des ressources financières pour lutter contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse. Il propose des services de conseil et collabore avec les pays en développement, les donateurs et le secteur privé pour sécuriser les financements nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de la Convention.

À propos de la COP16

La Conférence des Parties (COP) a été créée par la Convention en tant qu'organe décisionnel principal. Elle est composée des 197 Parties à la CNULCD (196 pays et l'Union européenne) et



United Nations
Convention to Combat
Desertification



UNCCD
COP16
Riyadh | 2024

est responsable d'orienter la Convention afin qu'elle puisse répondre aux défis mondiaux et aux besoins nationaux.

La COP16 de la CNULCD sera un événement marquant pour relever les ambitions mondiales et accélérer l'action en faveur de la résilience des terres et de la sécheresse grâce à une approche centrée sur les populations. Elle coïncidera avec le 30e anniversaire de la Convention.

La COP16 de la CNULCD sera la première grande conférence des Nations Unies organisée par le Royaume d'Arabie Saoudite. Ce sera également la première fois qu'une COP de la CNULCD se tiendra dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), qui connaît de première main les impacts de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse.